



L'austérité, ça suffit !

Le 26 Janvier 2016, agissons !

Grèves et manifestations pour un service public de qualité et une nette augmentation du pouvoir d'achat

Souvenez-vous, le 30 septembre dernier le gouvernement imposait un accord portant sur les « Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations », refusé pourtant par trois organisations représentant plus de la moitié des voix des fonctionnaires, **la CGT, FO et SUD**.

Ce passage en force d'un non-accord devait s'accompagner d'une négociation sur le point d'indice.

Or, si la négociation salariale que ces mêmes syndicats réclament depuis plusieurs années est bien confirmée pour le mois de février, elle ne se présente pas dans de bonnes conditions.

C'est pourquoi nous vous appelons d'ores et déjà à faire de la journée du 26 janvier 2016 un temps fort de mobilisation, par la grève et les manifestations, pour peser sur ces négociations et revendiquer:

- ▶ **une significative augmentation de la valeur du point d'indice, prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010,**
- ▶ **des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,**
- ▶ **le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans les très nombreux secteurs qui en ont besoin,**
- ▶ **des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public,**
- ▶ **la défense d'un service public de proximité, garant de la cohésion sociale.**

La CGT Ville de Lyon a déjà déposé un préavis de grève de 1h à 24h.

La manifestation partira à 10h de la place Jean Macé jusqu'à la préfecture via le rectorat, Bellecour et les Cordeliers.

Qui a intérêt à se mobiliser à la Ville de Lyon le 26 janvier 2016?

En complément des revendications nationales sur le pouvoir d'achat, nous devons également nous opposer au Maire qui multiplie les manœuvres pour ne pas nous augmenter tout en réduisant nos droits.

Quelques exemples :

-Les **agents du CCAS et l'action sociale** en général : depuis l'arrivée de Gérard Collomb ont été fermés le centre de vacances Bachat-Bouloud, les internats Favre et Serverin, un restaurant social, un bain-douches et pas moins de 7 résidences de personnes âgées ! Alors que les événements récents ont montré l'importance de l'action sociale, ce domaine n'en finit pas de faire les frais d'une absence totale de projet politique. Le secteur social est particulièrement sinistré aujourd'hui car il fait les frais des réductions budgétaires qui détériorent durement les conditions de travail.

-Les **agents comptables, les Responsables Administratifs et Financiers** et leurs **collègues** : 40 postes pourraient être supprimés sous prétexte de dématérialisation comptable ! La surcharge de travail s'annonce déjà dans les services qui vont perdre des agents.

-Les **techniciens** qui, avec l'UGICT CGT, ont déposé un recours au Tribunal Administratif pour obtenir l'abrogation d'une délibération du Conseil Municipal d'avril 2014 qui baisse leurs coefficients individuels et donc leurs primes.

-Les **ingénieurs** qui découvrent en 2015 que depuis 2010 la Ville ne leur paye pas ce qui leur est dû, ne tenant pas compte des réajustements par l'Etat des coefficients de certaines primes.

-Les **agents des crèches** qui demandent la création d'un règlement intérieur. Ces personnels, qui sont pour la plupart dans la filière médicosociale, ont les grilles de salaire les plus basses de la fonction publique et la Ville leur octroie de faibles régimes indemnitaires.

- Les **agents des écoles** mis en difficulté chaque année par un nombre croissant d'élèves dans les classes et dans les cantines.

- **les agents du secteur culturel**, à qui l'on demande toujours plus sans supplément de rémunération pour cause de baisse des crédits couplée à des exigences de recettes accrues.

-Au **service de contrôle du stationnement**, les missions ont considérablement augmenté sans aucune contrepartie : la CGT revendique un meilleur régime indemnitaire (10 points d'indice), une NBI et une modification du règlement intérieur sur la prise de congés le samedi.

-**Dans les piscines**, où la Direction a publié, sans aucune concertation avec les organisations syndicales, un calendrier 2016 incluant des jours fériés travaillés supplémentaires.

-Les **Correspondants Informatiques** et les **Assistants Informatiques de proximité** pour obtenir les outils de travail connectés dont ils ont besoin pour travailler.

-Les **agents qui travaillent sur ordinateur** et en ont marre des pannes à répétition depuis le 1^{er} janvier 2015, où l'ensemble de nos outils a été délégué en « infogérance » (en fait c'est une privatisation !).

-Les **cadres A** qui se font gruger leurs promotions par non-respect des ratios votés par le conseil Municipal et sont menacés par un projet de GPEC ! En effet, sous couvert de Gestion Prévisionnelle des Emplois et des Compétences, la Ville entend organiser le plafonnement des carrières pour la quasi-totalité des cadres A sur les deux premiers grades des cadres d'emploi !

-Les **femmes** pour lesquelles aucune avancée n'a eu lieu en matière d'égalité salariale alors qu'à la Ville l'écart de rémunération est de 17% en leur défaveur par rapport à leurs collègues masculins. Elles représentent 64% des agents de la Ville de Lyon !

-sans oublier **les contractuels** en attente de titularisation, **les vacataires**, **les saisonniers**, **les médiateurs** (payés à l'heure !), qui tous subissent la précarité,

-**Vers une restriction du droit de grève dans les restaurants scolaires de la Ville de Lyon ?** Sans négociation avec les syndicats ni information au Comité Technique, le Conseil Municipal du 28 septembre dernier a modifié le règlement périscolaire. Ce nouveau règlement s'applique depuis le 1^{er} novembre 2015. Le Maire souhaitait depuis longtemps que les enfants puissent être accueillis en cas de grève des agents du restaurant scolaire. Il sera désormais possible de les garder pendant la pause méridienne en leur fournissant un panier repas. Pour cela, la Ville compte d'une part sur le personnel non-titulaire qui travaille dans les écoles (contractuels et vacataires) et d'autre part sur un appel au volontariat d'agents titulaires provenant d'autres services. Diviser pour mieux régner, tel est donc le projet de la Ville de Lyon !

Les agents le constatent tous les jours, qu'elles soient locales ou nationales, les raisons de se mobiliser ne manquent pas !

Alors, le 26 Janvier 2016, agissons !

Journée de grèves et de manifestations dans les 3 versants de la fonction publique à l'appel national des syndicats CGT, FO et SUD.

À la Ville de Lyon, la CGT a déposé un préavis de grève de 1h à 24h

MANIFESTATION à 10h Place Jean Macé - Rectorat - Bellecour - Cordeliers - Préfecture